



Communiqué de presse

98/23

Montreuil, le 17 novembre 2023

16 novembre 2023 : des actions et initiatives pour dénoncer le PLFSS 2024 et exiger l'ouverture urgente de vraies négociations !

A l'appel de l'intersyndicale CGT/FO/SUD/UNSA, de nombreux rassemblements se sont tenus ce jour partout en France pour alerter sur une situation catastrophique dans le secteur de la santé et de l'action sociale et dénoncer les décisions du gouvernement qui prépare un nouvel étranglement budgétaire de la Sécurité Sociale au travers du PLFSS 2024.

Les salarié.e.s étaient présent.e.s devant le ministère de la Santé et de la Prévention à Paris, mais aussi à Tours en présence de Sophie Binet, à Saint-Etienne, Toulon, Bourges, Mont de Marsan, devant plusieurs ARS comme à Nevers ou à Nancy, devant des établissements comme à l'hôpital de Saint-Amant Montrond et de Vierzon, devant le CHU de Nantes, aux urgences de Morlaix, devant la MAS d'Arrens-Marsous (65), devant l'hôpital Sainte-Marie au Puy, devant des préfectures comme à Rodez, Moulins, Angers ou au Mans, ou encore devant la CPAM à Sète....

Partout, le même constat alarmant : les suppressions de lits continuent, les fermetures d'urgences et de maternités se généralisent, les témoignages d'incidents graves se multiplient, les mesures de revalorisations salariales n'arrivent toujours pas et les difficultés rencontrées par la population pour être suivi et se soigner deviennent quotidiens...

Nos collègues sont débordé.e.s par des conditions de travail intenable, par le temps perdu à trouver des lits qui ont été fermés, par le manque de personnels qui oblige à revenir sur les repos, par des salaires trop bas et la non compensation de la perte de pouvoir d'achat en 2023...

Ce gouvernement fait le choix délibéré d'aggraver encore la situation en prévoyant 1,5 milliard d'économie sur le dos des dépenses de santé en 2024.

Cette année, brutalité inédite, le PLFSS 2024 a été adopté sans même un vote à l'Assemblée nationale ! Pour la CGT, ce passage en force par le 49.3 est autant un aveu d'échec que l'expression d'une volonté implacable de continuer à détruire notre système actuel de santé et d'action sociale.

Ces dernières semaines, nous enregistrons des mobilisations locales importantes avec la population pour défendre des services et hôpitaux menacés. Nous nous félicitons aussi que l'indignation et les centaines de prises de positions publiques aient fait reculer le projet infâme remettant en cause l'AME.

La fédération rappelle que l'urgence face à cette crise est à l'ouverture de négociation pour l'augmentation des salaires et du point d'indice, à l'arrêt des fermetures de services et de lits, à un plan d'urgence pour la formation avec arrêt de Parcoursup et remise en place des contrats d'étude, le renforcement des garanties statutaires et conventionnelles.